

Terrorisme israélien : les forces d'occupation bombardent Gaza

Ma'an News - Quatre tués à Gaza après « Le Jour de Colère » contre l'annonce de Trump sur Jérusalem.

GAZA CITY (Ma'an) - A l'aube, samedi matin, quatre Palestiniens ont été déclarés morts dans la bande de Gaza sous blocus, selon des sources médicales palestiniennes.

Le ministère palestinien de la Santé a publié une déclaration selon laquelle entre vendredi après-midi - lorsque d'importants affrontements ont éclaté le long des zones de séparation avec Israël [Palestine de 1948] - et tôt samedi matin - lorsque les frappes aériennes israéliennes ont ciblé des postes militaires présumés du mouvement Hamas - deux civils palestiniens et deux combattants avaient été tués.

Dans le district de Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, Mahmoud al-Masri, âgé 30 ans, a été tué par balles par les forces israéliennes lors d'affrontements le long de la clôture de séparation. Des centaines de Palestiniens se sont rendus dans la « zone tampon » près de la frontière avec Israël lors du ainsi-nommé « Jour de Colère », suite aux appels du Hamas et d'autres factions palestiniennes pour manifester contre les forces israéliennes, en réponse à la décision du président américain Donald Trump, de reconnaître Jérusalem comme la soit-disant capitale d'Israël.

Dans le même temps, Maher Atallah, âgé de 54 ans, a succombé à ses blessures vendredi soir, après avoir été abattu par les forces israéliennes d'occupation lors des manifestations dans le nord de Gaza. Ce samedi matin, juste avant l'aube, deux combattants palestiniens de l'aile militaire du Hamas, les Brigades Izz al-Din al-Qassam, ont été tués lors de frappes israéliennes visant un site des forces Al-Qassam [aile armée de la résistance islamique].



Le martyr Mahmoud al-Attal - Photo : MaanImages

Le porte-parole du ministère de la Santé a déclaré que les équipes d'ambulanciers ont pu trouver les corps sur le site de Badr al-Qassam dans la ville de Gaza, au nord de la bande de Gaza.



Le martyr Muhammad al-Safadi - Photo : MaanImages

Les habitants ont identifié les deux comme étant Mahmoud al-Attal, âgé de 28 ans, du quartier Sheikh



Malgré la réconciliation, l'AP continue de punir le personnel universitaire de Gaza

Anna Majavu - Des centaines de membres du personnel de l'enseignement supérieur de la bande de Gaza vont faire grève cette semaine après avoir enduré huit mois de réductions salariales drastiques et de menaces de retraites anticipées de la part de l'Autorité palestinienne.

Les quelque 831 membres du personnel académique et administratif de Gaza vont faire grève parce que l'Autorité palestinienne leur a supprimé la plus grande partie de leur traitement il y a huit mois, et ne leur a laissé que 20 à 25% de leur ancien salaire pour survivre.

Le personnel du tertiaire palestinien a décidé de demander aux universités qui les emploient de payer 25% de leurs salaires jusqu'à ce que l'Autorité Palestinienne rétablisse leurs salaires à leur niveau normal.

Les problèmes des employés de l'enseignement supérieur ont commencé en avril de cette année, lorsque l'Autorité palestinienne a unilatéralement réduit les salaires de tout le personnel travaillant dans les universités et autres institutions d'enseignement supérieur, en les laissant quasiment sans salaire. Tous les mois, depuis huit mois maintenant, le personnel a eu la désagréable surprise de voir la même chose se reproduire.

Malgré cela, le personnel a continué à se présenter au travail tous les jours et à faire son travail comme d'habitude.

Comme les médias palestiniens locaux l'ont rapporté, la situation a encore empiré en août de cette année lorsque le président palestinien Mahmoud Abbas a décidé que les 831 membres du personnel de l'enseignement supérieur seraient forcés de prendre leur retraite anticipée ainsi que d'autres fonctionnaires de Gaza. Ceci en dépit du fait que la plus grande partie du personnel académique a moins de 50 ans et n'a jamais exprimé le désir de prendre sa retraite !

[LIRE ÉGALEMENT : Analyse : Gaza s'enfonce dans une crise politique et humanitaire](#)

Il n'a été donné aucune explication valable au personnel pour justifier cette décision inique et c'est seulement en lisant le journal Ma'an News que les employés ont compris que la décision était sans doute motivée par la haine du parti au pouvoir, l'Autorité palestinienne (Fatah), pour le Hamas, du fait que le porte-parole de l'Autorité Palestinienne, Yousif al-Mahmoud, avait déclaré qu'il s'agissait d'une mesure temporaire destinée à faire pression sur le Hamas pour le forcer à transférer le contrôle de la petite enclave côtière à l'AP.

Les universitaires ont ensuite écrit au président de la Commission européenne, Jan Jonker, pour protester contre cette mesure inique, ce qui semble avoir eu un certain effet car le 26 août 2017, les universitaires palestiniens ont été soudainement informés qu'ils seraient « réengagés ».

Cependant, cela a été assorti d'une condition bizarre - ils seront « réembauchés » mais ne recevront plus de salaire du tout - ils recevront seulement une somme équivalente à la pension mensuelle de retraite, ce qui représente moins de 25% de leur salaire actuel.

Tout le personnel universitaire de Gaza est donc forcé de prendre une retraite anticipée, mais en continuant à travailler... pour un quart de son ancien salaire !

Toutes les mesures prises contre les fonctionnaires basés dans la bande de Gaza sont une forme de punition collective fondée sur l'exclusion d'une composante particulière du peuple palestinien. Elles ont d'ailleurs été vivement condamnées par les principales organisations palestiniennes de défense des droits humains.

Il est particulièrement révoltant de priver les jeunes de leur droit inaliénable à l'éducation. Les soutiens du personnel de l'enseignement supérieur de Gaza estiment que cet éduicide, cette opération de destruction de l'éducation, doit être analysée dans le contexte de l'occupation et de la colonisation brutales de la Palestine par le régime israélien, et du siège israélien barbare de Gaza qui interdit notamment l'importation des biens de première nécessité et l'exportation de tous les produits palestiniens, impose de sévères restrictions sur les matériaux de construction et le gaz domestique, et empêche chaque mois des centaines de Palestiniens gravement malades d'aller se faire soigner dans les hôpitaux d'Israël ou de Cisjordanie où leurs médecins les envoient, selon le Comité palestinien pour les droits de l'homme basé à Gaza.

Une [pétition](#), qui sera diffusée et signée en ligne et sur papier et qui sera envoyée aux ambassades et consulats palestiniens du monde entier, appelle le premier ministre palestinien Rami Hamdallah et le ministre de l'Éducation, Sabri Saidam, à cesser de punir le personnel des universités palestiniennes à Gaza, à cesser de le menacer de retraite anticipée, à recommencer immédiatement à payer ses salaires dans leur totalité, et à lui rembourser les sommes qui ont été retenues sur ses salaires depuis avril 2017.

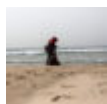
[LIRE ÉGALEMENT : L'Autorité de Ramallah ampute gravement les salaires de ses employés dans Gaza](#)

En signant la pétition, les gens espèrent sincèrement inciter l'AP à mettre fin à ses mesures punitives contre la bande de Gaza en général et contre les secteurs de l'éducation et de la santé en particulier, car ces mesures affectent les civils et mettent leur vie en danger. Elles constituent une violation de

toutes les normes et conventions internationales qui imposent aux gouvernements de respecter la dignité humaine. Les Palestiniens de Gaza souffrent déjà suffisamment de la brutale domination israélienne qui dure depuis 69 ans, et du siège actuel de Gaza. Malgré l'euphorie qu'il a suscité, l'accord de réconciliation signé il y a deux mois, suite à la décision du Hamas de dissoudre le Comité administratif qui servait d'excuse à l'Autorité Palestinienne dirigée par le Fatah pour prendre des mesures punitives contre les résidents de Gaza, n'a entraîné aucun changement dans la vie des Gazaouis ! L'AP n'est pas revenue sur ces mesures punitives. Une pétition a été lancée pour la pousser à le faire de toute urgence.

* **Anna Majavu** est militante de la solidarité avec la Palestine et actuellement doctorante en journalisme à l'Université d'Auckland, Aotearoa / Nouvelle-Zélande

15 novembre 2017 - *The Palestine Chronicle* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Dominique Muselet



Gaza : quand vivre semble une tâche insurmontable...

Hamza Abu Eltarabesh - Mardi 29 août, Mohannad Younis a avalé une bouteille de somnifères et a mis fin à ses jours.

Il avait seulement 22 ans et semblait avoir toute une vie devant lui. Écrivain en herbe, il avait récemment complété une [série de nouvelles](#) et juste mis la touche finale à une pièce de théâtre - *Escape*.

Il ne lui restait plus que deux mois pour obtenir son diplôme de troisième cycle en pharmacie à l'[Université Al-Azhar](#), et il envisageait de se marier avec une étudiante de la faculté de médecine. Son suicide a donc été un choc pour tous ceux qui le connaissaient et l'aimaient.

J'en parle en connaissance de cause. J'étais son ami. Je le pleure. Il me manque. Et je lui en veux d'avoir fait ça.

Mais mettre fin à ses jours comme l'a fait Mohannad est moins rare à Gaza qu'autrefois, bien que la tradition et la religion désapprouvent le suicide.

En fait, en 2016, le nombre de suicides et de tentatives de suicide dans la bande de Gaza a [si fortement augmenté](#) que cela a alerté les autorités. Le ministère de la Santé de Gaza a décidé de rendre gratuits les soins et l'assistance psychologique consécutifs à une tentative de suicide.

Selon le département de police de Gaza qui tient des statistiques, il y a eu 17 suicides à Gaza en 2016 et 80 tentatives de suicide. Cela ne paraît peut-être pas énorme par rapport à la population de Gaza qui compte deux millions d'habitants, mais le nombre des suicides est en forte hausse. En 2015 il n'y avait eu que 5 suicides et 35 tentatives de suicide.

Pris au piège

Les psychologues n'ont pas besoin de se creuser la cervelle pour en comprendre la cause.

« Ici, les gens sont piégés à tous les niveaux », a déclaré Muhammad Abu al-Sabah, un psychologue du [Programme communautaire de santé mentale de Gaza](#) et un neuro-scientifique qui dirige également une clinique privée. Abu Al-Sabah faisait allusion au blocus de Gaza imposé par Israël et l'Égypte.

« Les rêves de voyages, de travail ou d'études à l'étranger sont brisés dans l'œuf. Il n'y a pas de perspective d'emploi et pas d'espoir d'une vie meilleure. »

Avec le temps - et cela fait plus de 10 ans que Gaza est assiégé - cet isolement ainsi que la violence inouïe qui s'est abattue sur Gaza au cours des trois agressions armées israéliennes ont [augmenté le nombre de dépressions](#) et exacerbé les problèmes psychologiques déjà existants, comme les troubles de la personnalité, a ajouté Abu al-Sabah. Et tout cela bien sûr provoque l'augmentation des suicides et des tentatives de suicide que l'on constate à Gaza.

Selon des sources bien informées du ministère de la Santé qui se sont exprimées sous couvert d'anonymat parce qu'il leur était interdit de parler aux médias, 2017 sera encore pire. D'après ces sources, les hôpitaux auraient déjà enregistré une moyenne de vingt tentatives de suicide par mois, cette année.

Selon ces sources, environ 80% des personnes qui tentent de se suicider ou se suicident ont entre 17 à 28 ans et environ 60% d'entre elles sont titulaires d'un diplôme. 60% des personnes qui tentent de se suicider sont des femmes.

LIRE ÉGALEMENT : Comment Gaza a été réduit à une enclave invivable

Les jeunes sont particulièrement vulnérables, selon Abu al-Sabah. « Ils n'ont aucune perspective. Ils ne peuvent ni se lancer dans une carrière, ni poursuivre leurs études. Et à l'âge où tous les jeunes ont besoin de vivre de nouvelles expériences, ils ne peuvent rien faire. »

Tabou

Il est difficile de se rendre compte de l'importance du problème du suicide parce que les familles n'aiment pas parler de ce qui est considéré comme un tabou culturel et religieux. La pression de la communauté empêche les familles d'admettre qu'un de leurs proches a tenté de s'ôter la vie.

Dans un petit village à l'ouest de Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza, les jumeaux Samar et Salem, 24 ans, ont accepté de parler de ce qui les a poussés à tenter de se suicider. Le frère et la

sœur, qui craignent le jugement de leur communauté, ont insisté pour que leur nom de famille ne soit pas publié.

Les jumeaux avaient tous deux obtenu brillamment un diplôme en administration des affaires de l'[Université islamique de Gaza](#). Comme ils n'arrivaient pas à trouver du travail à Gaza, ils ont décidé d'aller en Europe pour poursuivre des études de troisième cycle.

Ils ont obtenu une bourse pour étudier la littérature au Royaume-Uni, mais n'ont pas réussi à sortir de Gaza parce que le poste [frontière de Rafah](#) en Égypte est [resté fermé](#) pendant pratiquement toute l'année dernière.

« Nous venons d'une famille pauvre », a expliqué Samar. « Nous n'avons pas trouvé d'emploi à Gaza et lorsque nos rêves se sont écroulés devant la barrière de Rafah, nous nous sommes dit que nous ne pourrions jamais subvenir aux besoins de notre famille. »

Les jumeaux sont tombés en dépression. « Nous ne pouvons pas subvenir aux besoins de notre famille et ils ne peuvent pas subvenir aux nôtres », a dit Samar. « Notre communauté ne peut pas nous aider. La mort nous semblait meilleure que la vie dans cette prison. »

Ils ont fait un pacte et au milieu de l'année dernière, ils ont tous les deux pris une overdose d'antidépresseurs et de somnifères qui les aurait tués si leur père, Said, n'avait pas remarqué qu'il manquait des pilules, trouvé les jumeaux et alerté les voisins pour qu'ils viennent à leur secours.

Said, qui a 48 ans, s'inquiète toujours pour eux. Il travaillait autrefois dans le bâtiment mais aujourd'hui il trouve rarement du travail. Il y a de moins en moins d'emplois avec le siège qui asphyxie l'économie. Il a peur qu'ils n'essaient à nouveau de se suicider.

« J'espère trouver un emploi à mes enfants. Sinon, je vais les perdre par une nuit noire et sans lune. Gaza m'a détruit et maintenant il détruit mes enfants malgré leur courage. »

Des tentatives de suicide à répétition

Mohannad Iyad a essayé de se suicider une première fois ; puis il a essayé une deuxième fois, puis une troisième. Paradoxalement, on peut dire que l'étudiant en médecine de 22 ans a eu beaucoup de chance. En l'espace d'un an, Iyad s'est entaillé les poignets, s'est pendu et a pris une overdose de cachets. À chaque fois, il a été retrouvé à temps.

Il explique sa dépression par son engagement politique qui l'a fait douter des chances de Gaza de s'en sortir, et par le stress lié à ses études à l'Université islamique.

« J'ai raté mes examens de première année. La politique a pris le pas sur tout. Ça tournait à l'obsession. Je voulais juste arrêter de souffrir. »

Après la troisième tentative, sa famille s'est mobilisée avec l'énergie du désespoir. Ils ont réussi à lui obtenir une bourse d'études à l'Université jordanienne des sciences et de la technologie d'Amman et un permis pour qu'il puisse quitter Gaza - ils ont dû donner 3000 dollars en espèces à des officiels égyptiens et palestiniens pour qu'ils le laissent sortir.

Tout cela a fait de lui un autre homme.

« Je ne pense plus au suicide maintenant », a-t-il dit, tout fier d'être le premier de sa classe. « L'atmosphère de Gaza m'avait détruit. Maintenant, je me concentre sur mes études pour pouvoir retourner aider ma famille et ma pauvre ville. »

Fidèle à tous

À Gaza, on a toutes les raisons de perdre l'envie de vivre comme Mohammad Younis. Il y a peu d'espoir que la vie s'améliore.

Ici, on peut étudier mais on ne peut pas travailler. On vit en prison, abandonnés du monde entier.

Nous avons tous perdu des proches, des membres de nos familles ou des amis, tombés victimes d'une violence que nous ne pouvons ni combattre, ni fuir.

LIRE ÉGALEMENT : [Pousser Gaza au suicide](#)

Mais le suicide a également des causes personnelles. Les parents de Mohammad ont divorcé quand il avait seulement 2 ans. En grandissant, il a essayé de développer une relation avec son père, titulaire d'un doctorat, mais, pour une raison quelconque, cela n'a pas marché.

On ne sait pas si cet échec en a été la cause profonde ou juste le déclencheur, mais Mohammad est tombé en dépression. L'écriture était une sorte de thérapie pour lui. Il a écrit sur Gaza, ses problèmes et sa souffrance. Mais il a fini par perdre complètement confiance - en Gaza, en sa famille, en lui-même.

J'ai aussi lutté contre la dépression et je pense que c'est lâche de se suicider.

Mais c'est peut-être parce que j'y pense d'une manière théorique. J'ai vu le combat que Mohammad a mené contre lui-même. Je ne ressens que de l'amour et du respect pour lui.

Mohannad avait un caractère si pur que ses amis le décriront toujours comme quelqu'un de fidèle à tout le monde, sauf à lui-même.

9 novembre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Dominique Muselet



Gaza : le Fatah ramène Israël dans ses valises

Ahmad Abu Amer - *Le Hamas refuse le retour à une participation israélienne dans le contrôle du passage frontalier avec l'Égypte.*

L'Autorité Palestinienne (AP) [veut ressusciter](#) un vieil arrangement conclu avec Israël, mais le pacte n'est pas plus populaire auprès du Hamas aujourd'hui qu'il y a 12 ans.

Dans le cadre de la récente réconciliation palestinienne entre le Hamas à Gaza et le Fatah/AP en Cisjordanie, l'AP a pris en charge l'administration des passages frontaliers de Gaza le 1er novembre. L'AP insiste sur la relance de l'Accord de 2005 sur les déplacements et l'accès, qui impose des restrictions sur l'utilisation des accès à la bande de Gaza. Le Hamas rejette catégoriquement l'idée. L'AMA, que la Commission européenne a soutenue, a couvert tous les passages de Gaza, y compris le passage de Rafah en Égypte, mais a été suspendu en juin 2007 immédiatement après que le Hamas ait pris le contrôle du territoire assiégé. En conséquence, la commission s'est retirée et Israël a annoncé que l'AMA n'était plus en vigueur.

L'AP dit que l'AMA est nécessaire maintenant pour garantir la sécurité des passages. Le Hamas réplique que le pacte invite inutilement Israël et la Commission européenne à s'immiscer dans les affaires palestiniennes et entravera les mouvements des personnes à travers Rafah.

Mustafa al-Sawwaf, analyste politique et ancien rédacteur en chef du journal local Felesteen, estime que la requête de l'Autorité palestinienne pour relancer l'AMA est une tentative de flirter avec Israël et de démontrer ainsi que l'AP est attachée aux accords signés. Il a déclaré à Al-Monitor que l'insistance de l'Autorité palestinienne à coopérer avec Israël était une trahison et avait été qualifiée de crime en vertu de l'accord de réconciliation de 2011 [qui avait échoué](#).

« C'est un point de passage palestino-égyptien, et Israël n'a rien à voir avec ça. Alors, pourquoi l'AP insiste-t-elle sur l'AMA? », a demandé Sawwaf.

[LIRE ÉGALEMENT : Les autorités égyptiennes rackettent impitoyablement les Palestiniens qui veulent quitter la Bande de Gaza](#)

Hussein al-Sheikh, chef de l'Autorité des affaires civiles de l'Autorité palestinienne, a déclaré dans un [communiqué de presse](#) le 31 octobre que l'AP remplirait à la mi-novembre toutes les conditions requises pour l'ouverture du terminal de Rafah, conformément à l'AMA.

Des sources palestiniennes bien informées dans la bande de Gaza ont déclaré à Al-Monitor, sous couvert d'anonymat, que le Hamas et d'autres factions élaboraient des suggestions sur la façon d'exploiter le passage sans avoir besoin de l'AMA. Cela sera discuté dans des discussions qui auront lieu au Caire le 21 novembre.

Les Palestiniens de Gaza ne peuvent qu'espérer que les factions puissent persuader l'AP de changer d'avis durant ces discussions. L'AMA [a été exploitée](#) par Israël pour empêcher de nombreux membres d'organisations palestiniennes de traverser le terminal de Rafah en 2005 et 2006.

Azzam al-Ahmad, un membre du Comité central du Fatah, a déclaré à la radio Sawt Palestine le 1er novembre : « Toutes les dispositions nécessaires ont été prises du côté palestinien au terminal de Rafah et la police européenne sera présente conformément à l'AMA signée en 2005. La garde présidentielle sera déployée le long de la frontière avec l'Égypte et assurera la sécurité du passage. »

Une délégation de la [Commission européenne](#) a visité le terminal de Rafah le 25 octobre à la demande de Kenneth Deane, chef des commissions de sécurité de l'UE. M. Deane s'est rendu en Israël et dans les territoires palestiniens occupés et a rencontré des représentants des deux côtés pour discuter de l'avenir du passage de Rafah.

Nazmi Muhanna, le directeur général de l'Autorité palestinienne pour les postes frontaliers, a déclaré à Al-Monitor que l'Autorité palestinienne ne verrait pas d'inconvénient à ce que la Commission européenne reprenne ses fonctions au terminal.

Shadi Othman, un porte-parole du bureau du représentant de l'Union européenne dans les Territoires palestiniens, a confirmé à Al-Monitor que la Commission européenne discutait d'une éventuelle mise en œuvre de l'AMA avec l'AP, l'Égypte et Israël. Mais jusqu'à présent, aucune des parties n'a formellement demandé à la commission de retourner au point de passage de Rafah.

Israël est citée à plusieurs reprises comme étant le responsable de l'échec de l'AMA. Kayed al-Ghul, membre du bureau politique du [Front Populaire de Libération de la Palestine](#), a déclaré à Al-Monitor: « L'AMA doit être suspendue une fois pour toutes, d'autant plus qu'elle restreint le mouvement des Palestiniens et permet une implication israélienne direct. L'AMA confère à Israël le pouvoir de décider qui entre et sort de Gaza. »

L'AMA déclare: « L'AP informera le gouvernement israélien 48 heures à l'avance du passage de toute personne, excepté dans les catégories suivantes - des diplomates, des investisseurs étrangers, des représentants étrangers d'organisations internationales reconnues et dans des cas humanitaires ».

[LIRE ÉGALEMENT : Vouloir sortir de Gaza, c'est tomber en enfer !](#)

Al-Ghul a ajouté : « La présence de la Commission européenne à la traversée visait à assurer le contrôle par Israël du mouvement des personnes. Les ordinateurs et les caméras qui se trouvent à l'intérieur du passage sont gérés par des Palestiniens et des Européens et reliés électroniquement aux ordinateurs de l'armée israélienne, ce qui lui permet de voir directement tout ce qui se passe au passage ».

Ghul a souligné que l'annulation définitive de l'AMA est nécessaire parce que le point de passage de Rafah est situé aux frontières palestinienne et égyptienne, et Israël n'a donc rien à voir avec cela.

Dans la même veine, Yahya Moussa, responsable du Hamas et membre du Conseil législatif palestinien, a déclaré à Al-Monitor que le Conseil refusait de revenir à l'AMA, puisque l'accord est conçu pour ce qu'il appelle la domination et la tutelle israéliennes sur le passage.

« Au cours des 10 dernières années, la traversée a fonctionné par intermittence sous l'administration palestinienne-égyptienne sans jamais avoir recours à l'AMA. C'est pourquoi nous constatons que

l'insistance de l'Autorité palestinienne à adopter l'AMA est surprenante, car celle-ci n'a duré qu'un an et ne peut être renouvelée qu'avec le consentement des deux parties à l'accord », a déclaré M. Moussa.

La présence de la Commission européenne au passage [de Rafah] favorise Israël, lui permettant de contrôler qui traverse ou non, dit-il : « Dans le passé, Israël demandait à la commission de se retirer [du site] chaque fois que cela lui chantait, et fermait ainsi la traversée. »



#Ahmad Abu Amer est un écrivain et journaliste palestinien, travaillant pour plusieurs médias, à la fois locaux et internationaux. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université islamique de Gaza. Il a co-écrit un livre sur le blocus de Gaza pour l'Agence turque Anadolu. Articles [du même auteur](#).

8 novembre 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



Gaza : des combattants de la résistance palestinienne tués dans la destruction d'un tunnel par Israël

Maureen Clare Murphy - *Au moins sept combattants palestiniens ont été tués quand Israël a fait exploser un tunnel le long de sa frontière avec Gaza ce lundi après-midi.*

Les équipes de secours tentaient toujours de récupérer les personnes disparues après l'explosion lundi soir.

Un commandant et son adjoint de la branche armée du [Jihad islamique](#), un groupe de la [résistance palestinienne](#), ont été tués.

Le Jihad islamique a [déclaré](#) qu'il considérait toutes les options en réponse et avait mis ses combattants en état d'alerte.

Cinq des personnes tuées appartenaient à la branche armée du Jihad islamique et deux étaient des [combattants du Hamas](#) venus à leur secours.

Au moins une douzaine d'autres auraient été blessés.

L'armée israélienne d'occupation a affirmé que le tunnel ciblé, encore en construction dans le centre de la bande de Gaza au nord de Khan Younis, atteignait le territoire israélien [Palestine de 1948]. Un porte-parole de l'armée d'occupation a qualifié le tunnel de « violation flagrante de la souveraineté israélienne ».

Le porte-parole a déclaré que l'armée ne croyait pas que le tunnel représentait un danger, mais avait décidé de le détruire en tant que mesure préventive.

Les tunnels de Gaza

La destruction des tunnels était l'objectif déclaré de l'invasion terrestre d'Israël lors de l'[assaut sur Gaza en 2014](#).

Les groupes de la résistance palestinienne à Gaza - dans une confrontation inégale avec l'une des armées les plus puissantes au monde - ont utilisé [des tunnels](#) pour [porter des coups](#) inattendus et embarrassants pour l'armée israélienne.

Un média iranien accède pour la première fois aux tunnels du Hamas

Le Hamas a observé et imposé un cessez-le-feu avec Israël depuis la fin des [51 jours de bombardement israéliens](#) de l'été 2014.

De nombreux Palestiniens, y compris les membres du Hamas, considère l'attaque de lundi comme une tentative de saper l'[accord de réconciliation](#) nationale signé entre le Hamas à Gaza et l'Autorité palestinienne de Ramallah au début de ce mois.

L'aile armée du [Front populaire de libération de la Palestine](#), un groupe de gauche, a promis [une réponse unifiée](#) au « crime lâche ».

Martyrs de la résistance

Arafat Abu Murshid, le commandant du Jihad islamique tué lors de la frappe de lundi, est le frère de Muhammad Abu Murshid, également commandant du groupe, qui a été [assassiné par Israël en 2007](#). Une [photo d'Abu Murshid](#) a circulé sur les médias sociaux après sa mort lundi.

Hasan Abu Hassanein, un commandant adjoint du Jihad islamique, avait survécu à plusieurs tentatives d'assassinat israéliennes avant sa mort lundi, et il aurait tiré la première roquette sur Tel Aviv durant les combats de l'été 2014.

Une [photo d'Abu Hassanein](#) a circulé sur les médias sociaux après sa mort lundi.

Le combattant du Jihad islamique, Ahmad Abu Aramana, âgé de 25 ans, aurait été tué deux heures avant que son épouse [ne mette au monde son enfant](#) dans le même hôpital où le corps d'Aramana a été déposé lundi. Le garçon nouveau-né a été nommé du même nom que son père.

[Misbah Shubeir](#), un commando naval dans la branche armée du Hamas, les [Brigades al-Qassam](#), qui est décédé lundi, devait se marier le mois prochain.

Un second commando naval des Brigades al-Qassam, [Muhammad Marwan al-Agha](#), a également été tué.

Ainsi que [Omar Nassar al-Faleet](#), qui était un combattant dans la branche armée du Jihad islamique. Husam Jihad al-Samiri, un combattant du Jihad islamique, est également mort.

Israël a-t-il gazé les combattants de la résistance ?

Le ministère de la Santé à Gaza a déclaré que ceux qui avaient été tués et blessés dans l'explosion du tunnel avaient inhalé du [gaz toxique](#) et il appelé les autorités concernées à révéler les armes utilisées dans l'explosion.

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a déclaré qu'une « technologie révolutionnaire » avait contribué à la découverte du tunnel.

Israël a construit un mur souterrain le long de sa frontière avec Gaza, au coût de 1,1 milliard de dollars. Les États-Unis ont financé les projets d'Israël pour développer des technologies de détection des tunnels, utilisant [Gaza comme laboratoire](#), dans l'espoir que ces technologies puissent être exploitées plus tard le long de la frontière américano-mexicaine.

D'autres parties de Gaza sont menacées

Entre-temps, Israël a menacé des habitants de Beit Lahiya, une ville du nord de Gaza, affirmant avoir découvert deux tunnels et des infrastructures connexes sous une mosquée et un immeuble d'appartements.

L'armée a fait un [post sur Facebook](#) en disant que la vie des civils vivant dans et autour de la zone étaient en danger à cause d'une frappe israélienne potentielle.

Eyal Zamir, un commandant militaire de l'armée d'occupation, a averti que l'immeuble pouvait être considéré comme une cible légitime.

Selon les groupes de défense des droits palestiniens [Adalah](#) et [Al-Mezan](#), « Vingt et une personnes vivent dans le bâtiment, dont quatre femmes et douze enfants ».

Les groupes de défense des droits humains ont déclaré: « Les affirmations israéliennes sur les tunnels ne justifient pas les menaces d'attaquer des civils et de détruire leurs maisons. »

Adalah et Al-Mezan ont déclaré que certains des résidents du bâtiment menacé ont fui mais que d'autres sont restés parce qu'ils n'ont pas les moyens de se procurer un autre logement.

Les groupes de défense ont déclaré que les menaces israéliennes contre les familles et leurs foyers, comme les attaques contre les civils en général « constituent des violations flagrantes du droit international ».

Par ailleurs, l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, a [rapporté samedi](#) avoir découvert un tunnel sous l'une de ses écoles de Gaza le 15 octobre.

L'agence a fermé le tunnel et les activités scolaires ont repris 10 jours plus tard, a déclaré l'UNRWA.

« La présence d'un tunnel sous une installation de l'UNRWA, qui jouit de l'inviolabilité en vertu du droit international, est inacceptable », a déclaré l'agence.

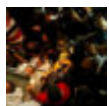
« Cela met en danger les enfants et le personnel des agences. »



* **Maureen Clare Murphy** est rédactrice à [The Electronic Intifada](#) (Arts, Musique et Culture). Elle vit à Chicago.

Articles de la [même auteure](#).

30 octobre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



Gaza : Israël veut déclencher un nouveau massacre

Ma'an News - Sept Palestiniens ont été tués et 12 blessés dans des bombardements israéliens sur un tunnel de Gaza.

Au moins sept Palestiniens ont été tués et 12 autres blessés après que les forces israéliennes aient fait sauter un tunnel souterrain entre le sud de la bande de Gaza et Israël lundi, selon des sources palestiniennes et israéliennes.

Le ministère palestinien de la Santé a officiellement annoncé la mort de sept Palestiniens, tous combattants dans les ailes armées des mouvements du Hamas et du Jihad islamique à Gaza.

[LIRE ÉGALEMENT : Brigades Al-Quds : les tunnels ont joué « un rôle crucial » dans la confrontation avec Israël](#)

Les combattants tués ont été identifiés comme Hussam Abdullah al-Sumairi, 32 ans, Muhammad Marwan Al-Agha, 22 ans, Ahmad Khalil Abu Armaneh, 25 ans, Omar Nassar al-Falit, 27 ans, Hassan Aaba Hassanein, Mesbah Fayek Shbeir et Arafat Abu Morshed.

Les forces de défense civile palestiniennes ont déclaré à Ma'an que les équipes de secours avaient

sauvé un certain nombre de combattants qui étaient restés piégés dans le tunnel après l'explosion, alors que le ministère de la Santé a déclaré au même moment que le nombre de blessés était d'environ 12.

Après l'explosion, les médias israéliens ont rapporté que l'armée israélienne avait organisé une « détonation contrôlée » dans la zone autour de la bande de Gaza, affirmant que l'activité avait été pré-planifiée.

Bien qu'elle ait assassiné sept personnes et blessé plus d'une douzaine d'autres, le porte-parole de l'armée israélienne aurait déclaré que l'armée n'avait « aucune intention d'escalader les choses » et que le tunnel allait être opérationnel au moment où il a été détruit.

[LIRE EGALEMENT : La fermeture des tunnels de Gaza exacerbe la crise économique](#)

Les Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche armée du mouvement Hamas, ont publié une déclaration après l'attaque, affirmant que « le sang des martyrs ne serait pas versé en vain et que l'occupation israélienne serait responsable des conséquences de cette escalade. »

Les responsables israéliens ont accusé le Hamas de « préparer » une nouvelle guerre avec Israël et ont menacé de prendre des mesures de rétorsion contre la bande de Gaza dans son ensemble.

Cependant, malgré la rhétorique vindicative du Hamas contre l'occupant israélien, le mouvement n'a officiellement revendiqué aucune action militaire de Gaza contre Israël depuis la guerre de 2014.

Alors que les tunnels de Gaza sont utilisés par le Hamas comme source de recettes fiscales et d'afflux d'armes, ils fournissent également des biens de première nécessité aux Gazaouis – qui sont bloqués sous le siège israélien depuis une décennie – y compris la nourriture, les médicaments et des matériaux d'infrastructure nécessaires.

[LIRE EGALEMENT : Comment Gaza a été réduit à une enclave invivable](#)

La majorité des deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza sont confinés à l'intérieur de l'enclave côtière en raison de la poursuite du blocus militaire imposé par Israël et maintenu par l'Égypte à la frontière sud.

Les destructions causées par trois offensives israéliennes depuis 2008, notamment les dégâts causés aux réseaux d'eau, à l'assainissement, à l'énergie et aux installations médicales, ainsi que la lenteur de la reconstruction due au blocus, ont amené l'ONU à avertir que Gaza pourrait être inhabitable en 2020.

31 octobre 2017 - *Ma'an News* - Traduction : *Chronique de Palestine*



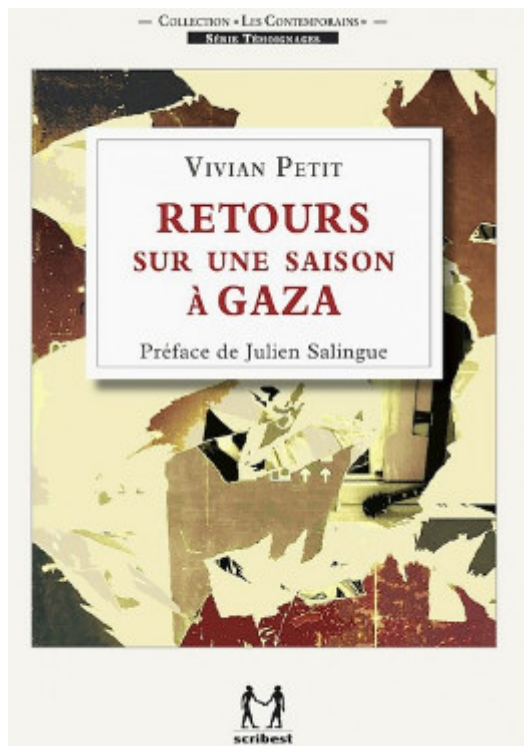
« **Retours sur une saison à Gaza** » - Aux éditions Scribest

De Vivian Petit - « L'une des forces du texte de Vivian Petit est de se situer au carrefour entre le témoignage personnel, la chronique de la vie quotidienne à Gaza et la mise en perspective politique. Ni simple carnet de bord, ni texte d'analyse déshumanisé, ni tentative présomptueuse de dresser un « portrait » de Gaza et de ses habitants, le livre de Vivian Petit opère des allers-retours entre la France et Gaza, entre l'individuel et le collectif, entre la petite et la grande histoire.

[...]

C'est pourquoi le livre de Vivian Petit mérite d'être lu, et d'être largement diffusé. Il est en effet, par son existence même, et a fortiori par son contenu, un instrument de rupture du blocus de Gaza : en donnant à voir ce qu'Israël ne veut pas que le monde voie ; en rappelant les enjeux politiques, au-delà de la tragédie humaine vécue par la population de la petite bande côtière ; en convaincant que Gaza a besoin de notre soutien, et que ce soutien n'a pas à avoir honte de s'exprimer, bien au contraire.», écrit Julien Salingue dans sa préface.

C'est bien là que réside la force de ce livre : décrire la réalité du blocus de Gaza, loin des temporalités médiatiques, et nous inciter à lier nos luttes à celles des Palestiniens.



L'auteur

Vivian Petit est né en 1989 au Havre, où il a passé ses vingt premières années. Depuis septembre 2013, il vit à Rennes, après avoir obtenu un master de lettres modernes.

Il a effectué deux voyages en Palestine : le premier en Cisjordanie et à Jérusalem, en avril 2009, le second à Gaza, de février à avril 2013, période durant laquelle il a travaillé comme enseignant au Département de français de l'université Al-Aqsa.

Le livre

-Editions **SCRIBEST**

-Collection Les Contemporains Série Témoignages n° 2

-ISSN 2118-9994

-ISBN 979-10-92758-09-2

-Prix: 11,50 euros

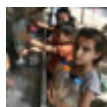
-Livre broché Format 13,5 x 19 cm 120 pages

-Dépôt légal 1re édit. : septembre 2017

Profitez de l'[offre de lancement jusqu'au 31 octobre 2017](#)

[Commander directement ici](#) ou via [bon de commande à télécharger](#)

27 septembre 2017 - Information communiquée par les [Éditions Scribest](#)



Combien de temps Gaza pourra-elle survivre sans eau ?

Rasha Abou Jalal - VILLE DE GAZA, Bande de Gaza - La [crise de l'eau](#), due aux coupures de courant de plus de 20 heures par jour qui sont devenues la règle, a poussé les habitants de la Bande de Gaza à creuser des puits sans autorisation, ignorant les conséquences quant aux sérieuses menaces qui pèsent sur les déjà [rares réserves aquifères](#).

À la demande du Président de l'Autorité palestinienne [Mahmoud Abbas](#), Israël a [réduit le 19 juin la fourniture d'électricité](#) à Gaza, passant de 120 mégawatts à 48 mégawatts, avec pour conséquence la crise actuelle autour de l'eau.

Omar Hamid, à la tête d'une famille de neuf personnes, a expliqué à Al-monitor, « la municipalité livre de l'eau dans les foyers pendant seulement deux heures tous les deux ou trois jours. Ce n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de base minimum d'une famille. »

« Il n'y a aucune énergie pour faire fonctionner les pompes et remplir nos réservoirs d'eau. Gaza vit avec à peine [quatre heures d'électricité](#) par jour. En outre, ce créneau très limité ne coïncide pas souvent avec les heures d'approvisionnement de l'eau provenant des divers puits municipaux vers les habitations. »

Comme d'autres habitants, Hamid est contraint d'acheter de l'eau à un prix très élevé auprès de stations locales privées pour remplir le réservoir de sa maison. « Le remplissage d'un réservoir d'eau de 1000 litres par une station locale privée coûte 25 shekels (environ 7 \$), tandis que la municipalité offre la même quantité pour 1 shekel (0.28 \$), » explique-t-il.

Pour garantir ses besoins en eau sans devoir payer ce prix élevé, Hayat Al-Najar, mère d'un foyer de six enfants, stocke l'eau municipale pendant les heures d'approvisionnement, utilisant n'importe quels récipients disponibles tels que baignoires, bouteilles de jus de fruit vides ou d'autres ustensiles. Elle utilise l'eau ainsi stockée pour effectuer les tâches ménagères, ménage, lessive, vaisselle.

La crise de l'eau à Gaza

Voici ce qu'elle relate à Al-monitor, « Notre approvisionnement en eau couvre à peine nos besoins essentiels. Mes enfants auraient besoin de prendre des douches tous les jours avec cet été chaud, mais pour économiser l'eau, je peux seulement me permettre de les doucher une fois par semaine. » Pour avoir accès à l'eau, certains citoyens, particulièrement les propriétaires d'immeubles, ont commencé à creuser des puits sans autorisation pour pomper de l'eau dans la nappe aquifère, dont le [niveau est déjà tendu](#), a expliqué Al-Banna Mazen, le vice-président de l'Autorité palestinienne.

« La nappe de Gaza est surexploitée avec environ de [150 millions de mètres cubes](#) par an. Autour de 220 millions de mètres cubes sont prélevés chaque année, mais l'eau de pluie ne réapprovisionne qu'à hauteur de 70 millions de mètres cubes par an ».

Banna explique aussi qu'il y a autour de 10 000 puits à travers la Bande de Gaza, incluant 300 puits municipaux, 2 700 puits agricoles et 7 000 [puits non autorisés](#).

Creuser un puits privé coûte environ 2000 \$, dit Maher Abu Juba, un ouvrier du bâtiment qui creuse des puits pour des particuliers. « Malgré ce coût élevé, les citoyens comptent de plus en plus sur les puits privés, en partageant leur coût avec des voisins, comme seul moyen pour surmonter la crise chronique de l'eau.

Banna dit qu'il y a trois ans, l'administration a empêché les citoyens de forer des [puits non autorisés](#), leur offrant de préserver ainsi les réserves souterraines.

L'administration de l'eau » voulait combler les puits creusés par les citoyens, mais aujourd'hui elle ferme les yeux sur le forage de puits et même octroie des autorisations à certains d'entre eux en échange de 5000 shekels [environ 1,400 \$] au vu de la crise d'électricité permanente ».

Ahmed Hillis, directeur du Département de Sensibilisation Environnementale au sein de l'Administration Palestinienne chargée de la Qualité de l'Environnement, a déclaré à Al-monitor, « les puits privés non autorisés ont des conséquences désastreuses sur l'aquifère de Gaza. La plupart de ces puits ne sont ni surveillés ni contrôlés par des autorités spécialisées. L'eau souterraine stockée dans l'aquifère est prélevée de manière incontrôlée. »

« La sur-extraction de l'aquifère pour alimenter les puits a conduit à l'intrusion d'eau de mer dans la nappe, avec pour conséquence une haute salinité de l'eau souterraine de Gaza, dont 97 % sont [impropres à la consommation](#). »

Hillis reproche aux collectivités locales de Gaza d'[accorder des autorisations](#) pour creuser des puits depuis 2014 sans prendre en considération leur impact négatif sur la réserve d'eau souterraine.

Selon Banna, la meilleure solution à la crise de l'eau est d'une part de résoudre la crise de l'électricité et d'autre part de mettre en œuvre davantage de projets de [désalinisation de l'eau de mer](#) pour la rendre potable, à l'image de l'usine de dessalement d'eau de mer financée par l'Union européenne et inaugurée en janvier dans le sud de la Bande de Gaza. L'usine fournit de l'eau à 75 000 personnes.

Cependant, il ajoute que la plupart des projets de dessalement d'eau de mer [sont gelés](#) au vu de la situation politique dans la [Bande de Gaza assiégée](#) et de la [division politique](#) entre Gaza et la Cisjordanie depuis 2007.



* **Rasha Abou Jalal** est écrivain et journaliste à Gaza, spécialisée dans les nouvelles politiques, les questions humanitaires et sociales liées à l'actualité.

[Articles de la même auteure.](#)

6 août 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Nadya



Comment Gaza a été réduit à une enclave invivable

Michael Lynk - *Comment peut-on vivre dans un endroit où on a l'électricité seulement quelques heures par jour, et l'eau seulement huit heures tous les quatre jours ?*

Gaza et Tel Aviv se trouvent à seulement 75 kilomètres l'une de l'autre. Les deux villes partagent le même sol sablonneux et les mêmes étés brûlants du Levant. Mais les similitudes s'arrêtent là. Si on prenait la nuit une image satellite de la Méditerranée orientale on verrait sur Tel Aviv un flamboiement de lumière incandescente, et seulement quelques petites lumières pâles, un peu plus loin, sur le rivage de Gaza.

Gaza arrive dans son troisième mois de la restriction, imposée de l'extérieur, de son [accès déjà](#)

insuffisant à l'électricité.

L'enclave de deux millions de personnes nécessiterait normalement environ 450 mégawatts (MW) d'électricité par jour pour avoir de l'électricité 24 heures sur 24. Cependant, au cours de la dernière décennie, du fait du rigoureux blocus israélien de Gaza, sa fourniture d'énergie est passée à quelque 200 MW, ce qui a entraîné des pannes de courant continuelles. Mais au cours des derniers mois, selon l'organisation israélienne des droits humains Gisha, la fourniture d'électricité de Gaza a varié chaque jour entre 140 MW et 70 MW, rallongeant d'autant les pannes et les souffrances de la population. La première cause de la pénurie d'électricité réside dans le différend entre l'Autorité palestinienne (AP) et le Hamas sur la taxation des carburants. Cela a incité l'[Autorité palestinienne à demander à Israël](#) de réduire les 120 MW qu'il vendait quotidiennement à Gaza, à environ 70 MW, et Israël l'a fait.

Gaza est dans un cycle récessif, et plus rapide que prévu

Une deuxième source d'électricité de Gaza est l'unique centrale électrique de Gaza, qui ne peut produire que 50-55MW par jour (et seulement, quand il est possible d'importer du carburant d'Égypte). La centrale électrique a été gravement endommagée par les bombardements israéliens en 2006 et [à nouveau en 2014](#), et Israël a limité l'entrée de pièces de rechange à Gaza. Si l'usine était entièrement opérationnelle, elle pourrait produire environ 140 MW.

La troisième source d'approvisionnement en électricité de Gaza provient de l'Égypte, qui fournit environ 28MW par jour, avec actuellement beaucoup de coupures. Et la quatrième source est constituée de [panneaux solaires](#) individuels et de générateurs que seuls les plus aisés peuvent s'offrir.

Les conséquences sociales de cette terrible pénurie d'électricité sont graves. Les ménages sans générateurs ou sans panneaux solaires – la grande majorité des Gazaouis – ont entre 4 et 6 heures d'électricité par jour dans le meilleur des cas, suivies de 12 à 16 heures de coupure. Les [hôpitaux](#) sont obligés d'avoir d'énormes générateurs et de rationner l'électricité. Les commerces et les entreprises sont obligés de fermer. Plus de 100 millions de litres d'[eaux usées](#) non traitées se déversent quotidiennement dans la Méditerranée, polluent les plages et les lieux de pêche. Il faut acheter la nourriture au jour le jour et la consommer rapidement. Le service Internet – le seul lien de presque tous les Gazaouis avec le monde extérieur – est sporadique. Et il y a peu d'électricité disponible pour la climatisation et les ventilateurs permettant de lutter contre la chaleur étouffante de l'été.

Le contexte de la pénurie à Gaza

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) dans le territoire palestinien occupé a récemment publié un [rapport sans concession](#), sur l'impact humanitaire des 10 ans de blocus israélien de Gaza et des divisions politiques internes des Palestiniens. Ses conclusions sont terribles : l'appauvrissement de Gaza est entièrement dû à [des décisions humaines](#), et non à des causes naturelles.

L'année 2007 a été le début de la fin pour Gaza. En juillet de cette année-là, Israël a imposé un blocus total à la bande de Gaza en déclarant qu'elle était une « entité ennemie ». La vie avant 2007 à Gaza était déjà très difficile, mais depuis elle est devenue catastrophique et sans espoir. Gaza, dont on a pu dire autrefois qu'elle était la future « [Singapour du Moyen-Orient](#) », est devenue le symbole de la misère la plus horrible.

Selon le rapport de l'ONU, entre 2006 et 2016, le produit intérieur brut (PIB) de Gaza par habitant a diminué de 5,3 %, alors qu'il a progressé de 48,5 % en Cisjordanie occupée. En 2004, 30% de la population vivait déjà sous le seuil de la pauvreté et il y en a 40% aujourd'hui. Gaza souffre de l'un des taux de chômage les plus élevés au monde, soit 41% fin 2016. Plus de 60 % des Gazaouis qui ont entre 20 et 24 ans sont sans travail et le taux de chômage des femmes a augmenté de 35% à 64% entre 2006 et 2016. En 2017, plus de 60% de la population dépend partiellement ou totalement de l'aide humanitaire. Selon d'autres rapports, la violence sexiste, les divorces, les suicides et la consommation de drogues sont en augmentation régulière.

Les secteurs économiques traditionnels de Gaza se détériorent. L'agriculture, l'exploitation forestière, [la pêche](#) et la production industrielle sont tous en déclin et la principale source de croissance provient, tragiquement, de la reconstruction des quartiers détruits lors des [trois agressions israéliennes](#) des neuf dernières années.

Israël contrôle tout ce qui rentre et sort de Gaza ; le nombre moyen de camions de marchandises sortant de Gaza au cours des cinq premiers mois de 2017, n'est même pas le tiers de ce qu'il était au cours du premier semestre de 2007. « La dégringolade économique de Gaza au cours de la dernière décennie », indique le rapport de l'ONU, « est le signe incontestable du recul du développement de la bande de Gaza. »

La situation de l'[eau potable](#) à Gaza est désespérée. La surexploitation destructrice de l'aquifère côtier a provoqué des irruptions d'eau de mer, et 96 % des eaux souterraines sont maintenant impropres à la consommation humaine.

La moitié de la population a accès à l'eau pendant seulement huit heures tous les quatre jours et 30 % des habitants ont de l'eau pendant huit heures tous les trois jours. L'eau des camions citernes est 15-20 fois plus chère que l'eau du réseau, et elle n'est pas de bonne qualité. Comme pour tous les produits rares, ce sont les pauvres et les personnes en état de faiblesse qui sont les plus touchés. Un [nouvel accord sur l'eau](#) entre Israël et l'Autorité palestinienne, annoncé récemment, pourrait soulager un peu la population, mais pour bien, il faudrait que Gaza parvienne à l'autosuffisance grâce à des usines de désalinisation et à une production d'électricité sécurisées.

Le rapport de l'ONU rappelle au monde entier qu'Israël demeure la puissance occupante à Gaza, car il contrôle ses frontières terrestres, maritimes et aériennes, même s'il n'a plus de « bottes au sol ». En tant que tel, il a l'obligation juridique d'assurer la santé, la dignité et le bien-être de la population. Le rapport souligne en particulier, que « les nombreuses restrictions imposées par Israël à la fois sur les mouvements des personnes et sur les biens entrant et sortant de Gaza violent toute une série de droits humains élémentaires tels que le droit à la liberté de mouvement et ... le droit à la santé, à l'éducation, à un travail, à un niveau de vie décent et à une vie de famille ». Les autres acteurs qui sont responsables de Gaza - le Hamas, l'Autorité palestinienne et l'Égypte - ont également le devoir légal de respecter les standards humanitaires et les droits humains, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours des dernières années.

En 2012, l'ONU a publié un rapport intitulé « [Gaza en 2020 : pourra-t-on encore y vivre ?](#) » (PDF). Ce rapport était inquiétant, mais le dernier rapport de l'ONU est désespérant. Il conclut que Gaza, en cinq ans, a été victime d'une « spirale descendante de développement », qui a enfermé les habitants de Gaza dans un cercle vicieux de [crise humanitaire](#) et de dépendance perpétuelle à l'aide humanitaire.

»
Il ne reste que trois ans avant 2020, et le rapport souligne que, s'il n'est pas mis fin à la situation actuelle, Gaza deviendra encore « plus isolée et plus désespérée » avec le risque de conflits encore plus dévastateurs et d'une économie encore plus exsangue. Si rien n'est fait, il vaut mieux cesser de nourrir l'espoir d'une réconciliation politique entre les Palestiniens et d'une paix durable entre Israël et la Palestine. Alors, est-ce que les images satellites de la nuit à Gaza montreront bientôt quelques lumières?



* **Michael Lynk** est le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967. Il a été nommé en 2016. Il enseigne également à la Faculté de droit de l'université de Western Ontario (London, Ontario, Canada)